

Allemagne (2). Passeurs et transfuges vers l'extrême droite

Un passé traumatique pour la gauche

Dans les années 1960-1989, en Allemagne de l'Ouest, années qui précèdent la chute du Mur et l'apparition concomitante des antinationaux et des *Antideutsch*, l'extrême gauche n'a pas du tout la même configuration, à la même période, que dans des pays comme la France et le Royaume Uni. Et, ce pour une raison évidente : le mouvement ouvrier allemand fut totalement détruit par le Troisième Reich.

Le régime nazi s'attaqua

- au KPD, à ses satellites (comme la *Rote Hilfe**, le *Roter Frontkämpferbund** et la *Revolutionäre Gesellschaft Opposition**) et à tous les militants fichés par la police comme étant ou ayant été communistes (donc aussi aux militants exclus du KPD qui avaient rejoint des groupes «*intermédiaires de gauche*», puisque la police mit fréquemment la main sur les fichiers tenus par l'appareil stalinien concernant ses membres mais aussi ses dissidents) ;
- à la *Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold**, composée essentiellement de militants et sympathisants sociaux-démocrates, parce que les nazis fantasmaient sur la combativité (?!) de ses trois millions de membres ;
- aux socialistes du SPD (qui eurent encore le droit de se présenter aux élections en mars 1933 avant d'être interdits comme tous les partis en juillet 1933) ;
- aux syndicats (dissous en mai 1933), aux associations de loisirs, d'éducation, de sport, de jeunesse et d'entraide proches de la gauche, aux associations de libres penseurs, et à toutes les associations ouvrières, notamment catholiques, qui avaient pris position contre le national-socialisme dès les années 1920, tout en étant antimarxistes et anticommunistes.

Les premiers camps de concentration ouvrirent dès mars 1933 pour y enfermer d'abord et avant tout les militants du Parti communiste. Les chiffres concernant la répression politique sont encore très approximatifs.

Selon certaines sources, en 1933/1934, deux mille membres du KDP furent immédiatement assassinés et fusillés. Comme l'explique un historien, «*Le bilan des victimes de la résistance communiste est exorbitant. Aucun autre milieu politique ou religieux ne subit de pertes aussi importantes. Dès la phase de consolidation du "Troisième Reich" en 1933/1934, au moins 60 000, voire probablement jusqu'à 100 000 communistes furent emprisonnés, auxquels s'ajoutèrent 15 000 autres en 1935. Jusqu'à la fin de la dictature nazie, jusqu'à 150 000 personnes issues des rangs du KPD, auraient été emprisonnées pour des durées plus ou moins longues et/ou auraient fui à l'étranger. Le nombre total de victimes communistes jusqu'à la fin de la guerre est estimé à 20 000*» [Kübner, 2023].

La répression continua évidemment durant toute la durée du Troisième Reich : «*Rien qu'en 1936, 11687 personnes furent arrêtées dans le Reich pour activités socialistes illégales*» [Schneider, 1994]. Parmi les communistes, socialistes et syndicalistes arrêtés, certains restèrent emprisonnés jusqu'à la fin de la guerre ; d'autres furent libérés (notamment lors de l'anniversaire de Hitler, le 20 avril 1939), mais de nouveau arrêtés pour des actes de résistance, puis condamnés à mort ; d'autres, enfin, furent fusillés longtemps après le début de leur incarcération en camp de concentration, jusqu'en avril 1945.

Il faut souligner que la simple collecte d'argent pour des familles de prisonniers politiques était considérée comme un acte de «*haute trahison*» et a fortiori, les actes de sabotage dans les industries d'armement, ou l'entrisme dans des organisations officielles nazies comme le Front du travail pour les subvertir en stimulant le mécontentement contre le régime.

Ceux qui eurent la chance d'échapper aux délateurs et à la Gestapo, ou qui purent survivre après avoir été emprisonnés, durent faire profil bas pendant le conflit mondial d'autant qu'ils furent souvent mobilisés à partir de 1939 : en temps de guerre, il est toujours difficile de s'organiser clandestinement, que l'on soit soldat ou pas. Au mieux, pendant les années 1933-1939, ces militants transmirent des informations à leurs camarades exilés organisés dans des bureaux frontaliers dans d'autres pays et

distribuèrent uniquement à des personnes connues et fiables le matériel clandestin qu'ils recevaient ; au pire, ils se limitèrent à entretenir des rapports discrets avec quelques amis sûrs, à animer prudemment des réseaux de contacts informels, en attendant la fin de la dictature. Les groupes ou réseaux militants qui réussirent à éviter d'être infiltrés par les nazis et ne purent être rapidement détruits par le régime furent généralement ceux qui avaient une implantation et une action uniquement locales. En revanche, les appareils et les cadres des grands partis (KPD et SPD) furent très vite décimés.

Je n'ai pas trouvé de statistiques détaillées, par courant politique sur la répression contre les militants, d'autant que cette notion était extensible. Les chiffres varient selon les historiens, on ne peut les additionner pour dresser un portrait d'ensemble. Par exemple, on sait que :

– 225 000 «opposants» (partisans ou sympathisants de toutes les tendances) furent condamnés par la «justice» nazie entre 1933 et 1939 ;

– le nombre de prisonniers politiques dans les camps (**qui n'étaient pas des camps de mise à mort**) passa d'environ 21 000 en 1939 à près de 100 000 en mars 1942 ;

– et que «selon les statistiques officielles, au moins 25 000 personnes furent condamnées à mort pour opposition politique» sous le Troisième Reich [Schneider, 1994].

Globalement, selon l'estimation la plus haute que j'ai pu trouver, environ 77 000 «opposants» furent assassinés – «légalement» ou pas – entre 1933 et 1945, sur les 67 millions d'habitants que comptait l'Allemagne, dont le 1,8 million de membres du SPD, les trois cent mille du KPD et les 25 000 à 30 000 militants des «groupes de gauche indépendants».

«La notion de "prisonnier politique" était définie de manière relativement large par le ministère de la Justice du Reich et englobait non seulement les "traîtres à la patrie" et les personnes condamnées pour haute trahison, mais aussi toutes celles qui avaient été condamnées et emprisonnées en vertu de la "loi contre le dénigrement public de l'État" [qui ciblait toutes les opinions critiques, aussi bénignes soient-elles, visant le NSDAP, l'État ou le gouvernement, Y.C.] et tous les "auteurs" qui avaient des motivations politiques ou religieuses. Même si l'acte ou l'auteur n'avaient qu'une importance politique quelconque, une classification comme prisonnier "politique" pouvait être envisagée. S'ils étaient considérés comme des activistes dangereux, les opposants politiques étaient séparés autant que possible des autres prisonniers et maintenus en isolement cellulaire afin d'empêcher toute influence politique, par exemple de la part des cadres communistes dans les prisons. Ils étaient parfois soumis à un régime pénitentiaire nettement plus strict et plus désagréable : il n'était pas rare qu'ils soient menottés, même la nuit» [Tüchler, 2019].

Sur les «groupes intermédiaires de gauche»

Cette appellation universitaire désigne des partis, groupes et cercles d'opposition de gauche, censés se situer politiquement entre la social-démocratie et le «communisme» (le stalinisme) : le Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (SAPD*, 17 000 membres en 1933) ; l'Internationale sozialistische Kampfbund (ISK*, plusieurs centaines de membres) ; le Leninbund de R. Fischer, A. Maslow et W. Scholem (6 000 membres en 1928) dont les effectifs fondirent avant même 1933 ; la Leninistische Organisation/Neu Beginnen* (ou ORG, 500 militants) ; les Roten Kämpfer* (environ 400 membres) ; le KPD-O* (3 000 membres) ; et des petits groupes locaux clandestins réunissant des socialistes et communistes oppositionnels qui rejetaient le sectarisme de leurs dirigeants et réussirent même à éditer des bulletins politiques pendant quelques années après la venue au pouvoir d'Hitler.

A la gauche de ces courants que Trotsky et ses partisans appelaient «centristes», on peut ajouter le Gruppe Kommunistische Politik* (auquel appartenait le député et philosophe marxiste Karl Korsch et qui regroupa jusqu'à 3000 membres avant de s'effondrer en 1927) ; les trotskystes (près d'un millier mais divisés en plusieurs fractions) ; les anarchosyndicalistes de la FAUD qui organisaient encore entre six et dix mille travailleurs lorsque Hitler fut nommé chancelier en janvier 1933.

Toutes ces organisations subirent une répression féroce et cessèrent pratiquement toute activité entre 1936 et 1939 – c'est du moins le consensus auquel sont arrivés la plupart des spécialistes. Selon un historien, seul le milieu social-démocrate, malgré son impréparation à la clandestinité et sans doute grâce à sa modération politique extrême, réussit à ne pas être totalement décimé par le régime, ce qui expliquerait, selon lui, pourquoi le SPD put se reconstituer aussi rapidement dès la fin de la guerre [Mehringer, 1994].

En revanche, un autre universitaire affirme que les «groupes intermédiaires d'extrême gauche illégaux»

auraient mieux su s'adapter à la répression que les communistes et les sociaux-démocrates et qu'ils «firent souvent fait preuve d'une plus grande fermeté antitotalitaire que les anciens partis de masse en matière de résistance au système nazi et d'engagement. Même si ce n'était pas dans leurs revendications, ces groupes se révélèrent être des "organisations d'élite" dans la pratique et ils étaient déjà mieux préparés à l'illégalité avant 1933. Anticipant une persécution sévère, ils avaient rapidement transformé leurs organisations en activités conspiratives et les avaient généralement structurées sur la base de groupes de trois ou cinq personnes protégés et autonomes» [Rübner, 2023].

Il ne vous sera pas très difficile de deviner les sympathies politiques du premier et du second historien...

Sources citées

Mehring, Hartmut (1994), «Sozialdemokratischer und sozialistischer Widerstand», (La résistance sociale-démocrate et socialiste) in Steinbach et Tuchel, *Widerstand gegen den Nationalsozialismus* (Bundeszentrale für politische Bildung)

Rübner, Hartmut (2023), « Kommunistische Bewegung in der Weimarer Republik und im Widerstand gegen den Nationalsozialismus. Neuere Untersuchungen und Forschungsschwerpunkte », 2 articles sur le mouvement communiste sous la république de Weimar et la résistance contre le nazisme (1)https://duepublico2.unidue.de/servlets/MCRFileNodeServlet/duepublico_derivate_00077784/04_Ruebner_Kommunistische_Bewegung.pdf

(2)https://duepublico2.unidue.de/servlets/MCRFileNodeServlet/duepublico_derivate_00081058/05_Ruebner_Kommunistische_Bewegung_Weimarer_Republik_Widerstand_SGO_36_2024.pdf

Schneider, Michael (1994), «Gewerkschaftlicher Widerstand 1933-1945», in Steinbach et Tuchel (1994) ,*Widerstand gegen den Nationalsozialismus*, Bundeszentrale für politische Bildung

Steinbach, Peter (1997) « La résistance à la dictature » in *État et société sous le IIIe Reich*, édité par Gilbert Krebs et Gérard Schneilin, Presses Sorbonne Nouvelle, <https://doi.org/10.4000/books.psn.5828>.

Tüchler, Vera (2019), DER STRAFVOLLZUG IN DER NS-ZEIT UNTER BESONDERER BERÜCKSICHTIGUNG DER JUSTIZANSTALT GARSTEN, <https://epub.jku.at/obvulihs/download/pdf/4477270> (magistère de droit sur «L'exécution des peines sous le régime nazi»)